

L'Humanité *rouge*



Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 280

Jeudi 5 juin 1975

NON au chômage à l'esclavage

C'est à une véritable provocation de la jeunesse que s'est livré Chirac. Alors que 600 000 jeunes travailleurs sont sans emploi, que 600 000 autres vont bientôt quitter l'école, Chirac vient d'annoncer une série de mesures qui ne visent qu'à fournir aux capitalistes une main-d'œuvre gratuite. Jugez-en.

Les capitalistes recevront une prime de 500 F pour l'embauche de chaque jeune d'ici le 1er octobre. Ce qui revient ni plus ni moins qu'à vendre les jeunes travailleurs aux capitalistes. Comme si la jeunesse était un fardeau dont il faudrait se débarrasser.

Pendant une durée de six mois où les jeunes travailleurs recevront une pré-tendue « formation » ils toucheront d'abord 30 % du SMIG puis le SMIG.

En fait de formation, les capitalistes utiliseront les jeunes travailleurs comme manœuvres et OS payés à 30 % du SMIG puis au SMIG. C'est là une infamie.

Mais ce n'est pas tout. Ces « salaires » de misère seront REMBOURSES par l'État aux capitalistes. Ceux-ci disposeront ainsi d'une main-d'œuvre entièrement gratuite. La bourgeoisie ne va pas tarder à se rendre compte que si la jeunesse ne veut pas du chômage elle ne veut pas non plus de l'esclavage.

Que la bourgeoisie ne se soucie pas du chômage des jeunes c'est là ce que mettent en lumière les propos cyniques de Stoleru, proche collaborateur de Giscard d'Estaing : « Le problème permanent n'est pas d'assurer un emploi aux jeunes qui débouchent sur le marché du travail, mais plutôt d'assurer un revenu à ceux qui ont une famille à nourrir ». Et aujourd'hui le Conseil des ministres doit adopter le projet de loi sur la réforme de l'enseignement : la réforme Haby. Contraint par la lutte des lycéens et collégiens de reculer il y a quelque temps, le gouvernement cherche à imposer cette réforme à la veille des vacances. Quelque peu remaniée dans la forme cette loi n'a pas changé sur le fond : son objectif est de fournir aux capitalistes une main-d'œuvre exploitable à merci, en particulier en permettant l'embauche des jeunes dès l'âge de 14 ans. Elle répond pleinement aux vœux du CNPF dont le président, Ceyrac, déclarait il y a quelque temps : « Je souhaiterais que les jeunes entrent le plus rapidement possible au contact de la vie réelle, sans trop se scléroser dans la poursuite d'études qui quelquefois sont une fuite plus ou moins avouée devant la réalité ».

Rarement la jeunesse aura connu une telle exploitation : un chômage inégalé, une attaque en règle de la part de la bourgeoisie. Il est inévitable que la jeunesse se dresse dans la lutte, aux côtés de la classe ouvrière. Mais pour que ces luttes soient victorieuses il faudra rejeter ces autres ennemis que sont les dirigeants révisionnistes. Le Secrétaire de la J.C., Zarka, ne déclarait-il pas à propos des mesures annoncées par Chirac : « C'est un recul important ». Il veut ainsi faire croire aux jeunes qu'ils ont remporté un succès afin de les démobiliser. Et ce petit M. Zarka d'ajouter : « La solution du chômage des jeunes n'est pas dans le discours de Chirac mais au bout des pétitions du MJCF... ». Ces gens-là ont peur de la volonté de lutte de la jeunesse. Ils cherchent à toute force à empêcher sa mobilisation.

La Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, dont le Congrès se tiendra les 28 et 29 juin, agira pour arracher leur masque et se mettre à la tête des luttes de la jeunesse contre le chômage et l'esclavage, partie intégrante des luttes de la classe ouvrière contre le capitalisme.

André COLERE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

LE COLONIALISME FRANÇAIS AU BANC DES ACCUSÉS

La France vient d'être expulsée lors d'un vote de l'Assemblée nationale de la santé réunie à Genève, du comité régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique. Comme l'ont souligné avec force les pays du tiers monde : « La participation à ce comité de toute puissance coloniale est extrêmement anormale en ce moment de l'histoire africaine ». Ce qui signifie que le colonialisme français doit quitter Djibouti.

C'est là une nouvelle manifestation de la solidarité de combat du tiers monde et plus particulièrement des pays africains dans la lutte contre le colonialisme.

Il est indispensable de soutenir leur juste lutte et de manifester notre solidarité totale avec le combat des peuples afar et issa.

CENTRALES NUCLÉAIRES

DEUX POIDS, DEUX MESURES POUR LES RÉVISIONNISTES

Les autorités de Tripoli ont annoncé lundi qu'un accord venait d'être signé avec l'URSS pour la construction sur le territoire libyen d'une centrale nucléaire « devant être utilisée à des fins pacifiques uniquement ». Cette information non démentie par Moscou et reprise sans commentaires par « L'Humanité » révisionniste du 3 juin appelle deux remarques de notre part.

Tout d'abord, cette nouvelle survient alors même que les bruits annonçant l'installation de bases militaires soviétiques en Libye circulent encore, en dépit des efforts désespérés que font les révisionnistes russes et leurs larbins français pour les étouffer. Ainsi les faits s'accumulent qui montrent que le social-impérialisme russe se démène pour installer des têtes de pont tout autour de la Méditerranée, région où il multiplie les foyers de guerre. Et ce n'est pas la précision sur les fins exclusivement pacifiques de la centrale qui peut nous faire oublier les véritables objectifs des nouveaux tsars de Moscou.

D'autre part, cette nouvelle devrait faire réfléchir tous ceux qui, en France, s'inquiètent à juste titre des dangers du nucléaire sur les véritables intentions des révisionnistes du P.C.F., et sur les raisons de leur soutien inconditionnel au mouvement antinucléaire. Les révisionnistes ne sont pas en principe opposés aux centrales nucléaires : ils y sont opposés dans la mesure où elles sont un facteur d'indépendance nationale.

Quant à nous, tout en nous élevant contre les dangers réels que fait courir l'emploi, sans mesures de protection suffisantes, de l'énergie nucléaire, nous soutenons toutes les mesures positives qui vont dans le sens de l'indépendance énergétique de la France par rapport aux deux superpuissances, c'est-à-dire dans le sens de la préservation de son indépendance nationale. Nous nous opposons radicalement aux manœuvres des révisionnistes qui œuvrent sur le terrain du nucléaire comme sur tous les autres terrains à la soumission des peuples au social-impérialisme russe.

Vendredi 13 juin - 20 h 30

MEETING

Palais de la Mutualité (salle B)

Femmes, unissons-nous !

organisé par l'Humanité-Rouge
avec la participation de représentantes de femmes du tiers monde

(une garderie pour les enfants sera organisée sur place)

Laos

VERS L'ASSAUT FINAL CONTRE L'IMPERIALISME ET LA REACTION

Ces deux dernières années, le peuple lao et ses forces patriotiques n'ont cessé de mener une lutte acharnée contre l'impérialisme et ses laquais, les réactionnaires lao qui mettaient tout en œuvre pour violer l'accord de Vientiane et pour saboter la paix et la concorde nationale.

Après la fondation, le 5 avril 1974, du Gouvernement provisoire d'union nationale et du conseil politique de coalition, le peuple lao a dû maintenir entière sa vigilance révolutionnaire face aux sabotages continus qu'organisaient les ultra-droitières.

De très nombreuses tentatives de restaurer l'emprise de l'impérialisme américain sur la région libérée du Laos, les provocations militaires et autres manœuvres d'agression ont toutes été mises en échec. Fin 1974, de nombreuses manifestations de masses ont été organisées pour lutter contre la répression du peuple par les réactionnaires lao. L'exemple donné par les 3 000 étudiants et habitants de la ville de Pakse s'est répandu dans de nombreuses régions, notamment dans les six provinces du bas-Laos et dans les villes de Houi Sai, Tha Khet, Vientiane...

Aujourd'hui, le peuple lao avance à grands pas, de victoires en victoires, vers l'application totale de l'accord de Vientiane et vers la réalisation de la concorde nationale. C'est l'heure que choisit la commission pour la propagande et l'éducation du Comité central du Front patriotique lao pour rendre public un important document sur la situation actuelle et les tâches au Laos. Ce document indique qu'à la suite des immenses victoires qu'ont récemment remportées les peuples du Vietnam et du Cambodge, les diverses couches du peuple lao, dans les villes comme à la campagne, se sont lancées fermement dans une puissante lutte coordonnée et sont devenues maîtresses de plusieurs localités. Cet élan populaire a semé la panique parmi les impérialistes américains et leurs valets dont beaucoup ont démissionné ou se sont enfuis à l'étranger. Beaucoup d'officiers et de soldats de l'armée de Vientiane, d'agents de police et de fonctionnaires ont également lutté contre leurs patrons réactionnaires, précise le document. Ils ont déclaré se mettre

sous la direction du gouvernement d'union et du conseil politique national de coalition, et se sont ralliés aux forces patriotiques et au peuple dans tout le pays pour maintenir la paix et repousser les saboteurs.

Le document appelle le peuple lao à profiter des conditions favorables offertes par la situation à l'intérieur comme à l'extérieur du pays pour liquider totalement le néo-colonialisme US et toute la réaction, pour mettre en pièces leurs activités de subversion, dans le but de permettre à chacun de mener une vie stable, à la nation de jouir de la concorde nationale, et au Laos de devenir un pays pacifique, indépendant, démocratique, neutre, unifié et prospère.

D'autre part, le 29 mai, le général Kham Ouane Boupha, secrétaire d'Etat à la défense nationale a annoncé la réorganisation des troupes de Vientiane. Dans une déclaration radiodiffusée, rappelant les tentatives de sabotage incessantes des forces réactionnaires, le général Kham Ouane Boupha a énoncé les quatre points suivants :

« L'armée de Vientiane doit intégralement, inconditionnellement et pour toujours cesser d'être un instrument du néo-colonialisme US et se débarrasser de toutes les formes de pénétration et de contrôle de la CIA.

« L'armée de Vientiane doit être réorganisée, du commandement suprême jusqu'au niveau des bataillons, et le système de commandement, réajusté, en vue de s'adapter à la nouvelle situation et de créer des conditions favorables à l'application du programme politique en 18 points.

« L'armée de Vientiane doit rejeter toutes les idées hostiles à l'armée populaire de libération lao en vue de préparer la voie de l'unification des deux armées le plus tôt possible.

« L'armée de Vientiane doit se tenir aux côtés du peuple pour défendre le pays, la vie et les biens du peuple, pour écraser les complots de division et de sabotage ourdis par l'ultra-droite et pour se débarrasser de l'influence du néo-colonialisme. »

Grève des loyers en URSS ?



Dans un récent numéro de « Literaturnaja Gazeta » un correspondant de Novossibirsk en Sibérie occidentale fait état de réticences de certains habitants à payer leur loyer. Il évoque la diversité des moyens qu'emploie alors l'administration révisionniste pour mettre au pas les récalcitrants.

« Une fois par mois vient une vieille dame douce, tenant à la main la longue liste des habitants de notre immeuble, explique le correspondant. L'administration du logement obtient de la petite vieille qu'elle assure elle-même le contrôle du versement des loyers. Elle coche sa liste de la pointe de son crayon : "A payé ; n'a pas payé". Avec les retardataires

elle engage une simple conversation. » Il poursuit : « Auparavant, j'habitais dans un immeuble appartenant à une grande usine. Là, l'administration ne prenait pas de gants. Elle affichait sur les murs de l'entrée, bien en vue, la liste noire de ceux qui n'avaient pas payé. Parfois, elle coupait l'eau. Et comme on ne pouvait couper l'eau d'un seul appartement, l'immeuble tout entier était privé d'eau. Allez résister dans ces conditions ! »

Que faut-il en penser ? Les travailleurs soviétiques n'ont-ils pas les moyens de régler leurs loyers ? Ou bien s'agit-il d'un moyen de lutte contre l'administration propriétaire des immeubles ? Dans l'un et l'autre cas, il apparaît clairement qu'en URSS la question du logement se pose dans les mêmes termes que dans n'importe quelle société capitaliste...

REUNION DE L'O.C.D.E. : OU LES CAPITALISTES CONSTATENT LA RUINE DE LEUR SYSTEME

Les 28 et 29 mai, les 24 pays membres de l'OCDE ont réuni à Paris leurs ministres des Affaires étrangères et leurs ministres des Finances pour discuter de la situation économique et des relations entre membres de cette organisation et pays du tiers monde.

Le rapport présenté par de hauts fonctionnaires de l'OCDE au cours de cette réunion a très nettement laissé transparaître la profonde aggravation de la crise économique du monde capitaliste. Selon ce document, le nombre des chômeurs dans les pays de l'OCDE a doublé en un an. D'ores et déjà, il dépasse 14 millions et continue d'augmenter rapidement. Ainsi, au Canada, de 6,7 qu'il était en janvier 1975, le pourcentage des chômeurs est passé à 7,2 en avril, ce qui constitue le record de chômage depuis 14 ans. Quant à la valeur totale de la production des biens et des services dans les mêmes pays, depuis le 1er janvier 1975, elle a baissé en moyenne de 3 % par rapport au deuxième semestre de 1974. Le rapport a souligné la gravité particulière de la crise qui touche les USA, la RFA, le Japon, la France et l'Italie où la baisse de la production industrielle varie entre 10 et 20 %, ainsi que la Grande Bretagne où les prix ont augmenté de 25 % en un an.

Il est ressorti de l'examen de la situation économique que les pays capitalistes d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord ainsi que le Japon se trouvent toujours sous la menace de la plus grave dépression connue depuis 30 ans et que les signes de redressement attendus par les capitalistes sont en train de disparaître. Ainsi, d'après les dernières prévisions du gouvernement américain, la dégradation de l'emploi et la récession seront en 1975, aux USA, plus fortes que prévues. Le nombre des chômeurs pourrait y atteindre 7,8 millions, et l'activité économique pourrait diminuer de 3,6 % au lieu des 3,3 % prévus.

Forcés de constater leur incapacité à trouver des solutions efficaces

à la crise, les ministres ont dû se contenter de déclarer dans le communiqué final qu'ils sont « convaincus que les mesures politiques des gouvernements de l'OCDE vont aboutir à un redressement des demandes et de l'emploi, accompagné d'une nouvelle réduction du taux moyen de l'inflation. »

Au cours de la réunion, des pays du second monde, dont l'Australie, la RFA et la France, ont préconisé le « dialogue » avec les pays du tiers monde. Ainsi, Jean Sauvagnargues, ministre français des Affaires étrangères a déclaré que :

« Les profonds et irréversibles changements dans les relations économiques internationales qui se sont produits depuis plus de deux ans et l'aspiration politique des pays du tiers monde à tirer les meilleurs profits de leurs ressources naturelles ont persuadé les gens de la nécessité d'établir un ordre économique mondial sur la base de la réalité et de l'équité. »

De même, le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères Genscher a indiqué que « le slogan » pour les pays industriels et ceux du tiers monde « ne peut être que ceci : la coopération et non la confrontation. »

Ces propos ont vivement irrité le représentant de la superpuissance américaine, Kissinger, qui s'en prenant à la solidarité des pays du tiers monde dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie, a lancé d'un ton menaçant : « Si les problèmes terriblement complexes qui se posent à nous doivent être résolus par des épreuves de force, ce ne sont pas les superpuissances industrielles avancées qui paieront le plus cher, mais les pays les plus pauvres et les plus désavantagés. »

Comme quoi le tigre américain refuse de se soumettre à l'évidence : il ne peut déjà plus et pourra de moins en moins imposer ses volontés aux peuples du monde.

ZIMBABWE :

LE GOUVERNEMENT IAN SMITH SE COUVRE LES MAINS DU SANG DE 13 NOUVELLES VICTIMES

Dimanche 1er juin, la répression blanche s'est une nouvelle fois abattue avec une violence inouïe sur la population noire de Salisbury. Les premiers affrontements ont éclaté dans l'après-midi alors que plus d'un million de personnes étaient rassemblées devant le siège du Conseil national africain. L'ANC avait en effet organisé un meeting pour informer la population de l'ultimatum du premier ministre, Ian Smith, pressant les responsables africains d'entamer le « dialogue » avec le gouvernement fasciste de Rhodésie. Après avoir lâché leurs chiens policiers sur la foule, c'est à coups de fusils que les policiers ont dispersé les manifestants. Cinq Africains ont alors été tués.

Dans la soirée, alors que la nouvelle de la fusillade se répandait comme une trainée de poudre, la population noire de Salisbury s'est dressée avec force contre ce nouveau crime raciste en organisant une puissante manifestation. Après avoir bouclé les quartiers, les policiers revêtus de leur équipement anti-émeute, sont à nouveau intervenus, faisant cette fois usage de leurs armes automatiques. Une colère sourde gronda alors parmi les manifestants contraints d'incendier des voitures et de brûler des magasins pour se défendre. Huit d'entre eux furent néanmoins tués et 28 autres blessés.

A l'aube, lundi matin, le bilan était donc de 13 morts et 28 blessés parmi la population noire. Ces violences extrêmes illustrent bien la politique ultra-fasciste et ultra-raciste que le gouvernement Ian Smith impose au peuple zimbabwe depuis 1965, date de son installation. Les autorités rhodésiennes profitent des divisions qui rongent l'ANC pour recourir à de telles violences. Ainsi, le gouvernement a tenté de « justifier » la répression sanglante de dimanche en « expliquant » qu'elle avait été rendue nécessaire par des incidents opposant deux fractions de l'ANC, incidents entretenus par des agents à la solde du social-impérialisme russe.

Nul doute que le peuple rhodésien aguerri dans la lutte contre le fascisme et le racisme, parviendra à se forger une unité d'acier, et chassera définitivement la clique barbare de Ian Smith et de ses mercenaires.

DES TRAVAILLEURS MARXISTES - LENINISTES DU
CENTRE D'ETUDES NUCLEAIRES DE SACLAY SUR:

Les révisionnistes du P«C»F et les centrales nucléaires

Depuis quelques mois, il ne se passe pas un jour sans qu'on entende parler à la radio, à la T.V., dans la presse, des centrales nucléaires et du grand débat qui, paraît-il, doit avoir lieu pour ou contre les centrales nucléaires.

Depuis que les pays du tiers monde producteurs de pétrole se sont organisés pour faire respecter leurs justes droits et exiger un prix plus juste pour le pétrole, le capitalisme s'est vu contraint de changer sa tactique en matière énergétique, en réduisant la part du pétrole dans ses approvisionnements énergétiques. En particulier, le capital monopoleur français, de même que ses voisins européens, a décidé l'année dernière de lancer un vaste programme de construction de centrales nucléaires qui doivent fournir 25 % de l'énergie en 1985.

De plus, le Proche-Orient, qui est le plus gros fournisseur de pétrole de l'Europe, est menacé par un risque de guerre et surtout d'une intervention des deux superpuissances. A l'occasion d'une nouvelle guerre l'URSS ou les USA peuvent intervenir militairement et en profiter pour prendre le contrôle de la production de pétrole ou des voies de transport du pétrole (canal de Suez, pipe-line, port d'embarquement...). La superpuissance qui contrôlerait le pétrole du Proche-Orient dominerait du même coup toute l'économie européenne. Il est donc très important pour la France, comme pour les autres pays d'Europe, de diversifier les sources d'énergie et de ne pas compter que sur le pétrole.

Mais l'énergie nucléaire, qui est une énergie nouvelle, pose des problèmes qu'il ne faut pas se cacher.

Rappelons comment fonctionne une centrale nucléaire : la chaleur dégagée par la «combustion nucléaire» (fission d'atomes d'uranium) est utilisée pour faire chauffer la vapeur d'eau qui met en mouvement un turbo-alternateur qui produit l'électricité. Les différences avec les centrales thermiques classiques viennent surtout du fait que l'on utilise des substances très radioactives, et d'autre part, que la centrale rejette des déchets qui restent radioactifs, donc dangereux, et qu'il faut stocker ou retraiter avec des précautions particulières.

Dans ces conditions, il est légitime de s'inquiéter sur des possibilités d'accidents, de pollution grave qui porteraient atteinte à la santé du peuple français, car le peuple sait bien que la motivation de la bourgeoisie est la recherche du profit maximum, quitte à sacrifier la santé des travailleurs. Il faut donc exiger que toutes les mesures soient prises pour que la sécurité des travailleurs et de la population soit assurée et cela quel qu'en soit le prix.

S'appuyant sur ces inquiétudes légitimes de la population, un grand

nombre d'organisations ont lancé une vaste campagne «antinucléaire». Entre autres, le P«C»F a pris bruyamment position par l'intermédiaire de Roland Leroy qui déclarait à «Paris-Normandie» : «Dans les conseils régionaux les «communistes» voteront contre le programme des centrales nucléaires du gouvernement.» Mais quelles sont en fait les intentions du P«C»F ?

Ces derniers mois au Centre d'études nucléaires de Saclay, les prises de position du P«C»F et de son syndicat à sa botte la CGT se multiplient : «Oui à l'atome pacifique, non à la politique électronucléaire du pouvoir» titre «Atome» de mars 1975, la feuille locale du P«C»F ; la CGT lui fait écho : «Le STCENS-CGT réclame : l'arrêt des essais nucléaires français... la reconversion à des activités civiles de tout le secteur militaire du CEA... la nationalisation des entreprises de construction de centrales nucléaires...» Une pétition intitulée «Appel des travailleurs du CEN Saclay» se termine par un appel pour le «Programme commun». En fait, les révisionnistes du P«C»F, à travers cette campagne antinucléaire, visent essentiellement trois objectifs :

- 1) Le démantèlement de la force de dissuasion française.
- 2) Saper l'indépendance nationale en empêchant la construction de nouvelles centrales nucléaires.
- 3) La nationalisation de quelques gros trusts et le soutien au Programme commun.

Profitant du fait que la population est sensibilisée aux questions d'électronucléaire, le P«C»F essaie de replacer sa camelote d'arrêt de la force de frappe. Mais il se garde bien de dire que pendant ce temps-là, ses maîtres de Moscou, rivalisant avec les USA, développent un arsenal nucléaire impressionnant dont la plus grande partie est tournée vers l'Europe de l'Ouest ; c'est là qu'apparaît le hideux visage d'agent du social-impérialisme russe du P«C»F.

En s'opposant à la construction de nouvelles centrales nucléaires, le P«C»F s'oppose au renforcement de l'indépendance énergétique de la France : une fois les centrales nucléaires construites elles n'ont besoin que de très peu de matière première pour fonctionner. Il sera beaucoup plus facile de continuer de faire fonctionner les centrales nucléaires en cas de troubles internationaux que les centrales au pétrole dont l'approvisionnement peut être arrêté du jour au lendemain. Par ailleurs, la France elle-même est un assez gros producteur d'uranium. Refuser de construire des centrales nucléaires dès maintenant, c'est mettre la France à la merci des superpuissances.

Le P«C»F s'indigne du fait que le CEA, entreprise nationalisée, se voit confier un rôle très mineur dans le programme nucléaire, à côté des

trusts comme la CGE, Creusot-Loire, etc. Il réclame avec insistance la nationalisation des entreprises s'occupant du combustible nucléaire et des centrales nucléaires. Mais les travailleurs savent bien qu'en France, à l'heure actuelle, les entreprises dites «nationalisées» restent la propriété de la bourgeoisie et ne se préoccupent pas plus de la santé des travailleurs que les autres usines : les mineurs de Liévin en savent quelque chose ! Non ce n'est pas le souci du bien-être des travailleurs qui pousse le P«C»F à réclamer à cors et à cris ces nationalisations. C'est que, préparant sa venue au pouvoir, il pense qu'il contrôlera alors directement les entreprises nationalisées, et cela au profit du social-impérialisme russe.

Enfin, le P«C»F nous assure qu'avec le Programme commun «sera trouvée la solution au problème de l'énergie». Mais le Programme commun est un programme bourgeois que le P«C»F veut utiliser pour mettre l'économie française au service du social-impérialisme russe.

Par ailleurs, et comme toujours, le P«C»F accuse le gouvernement actuel de mettre l'électronucléaire française à la remorque des trusts américains. S'il est vrai que la bourgeoisie française a fait une concession à l'impérialisme US en abandonnant en 1969 la filière «graphite-gaz» au profit de techniques américaines, à l'heure actuelle, la tendance est au contraire de développer une technique indépendante des superpuissances, au moins en ce qui concerne l'approvisionnement des centra-

les, en coopération avec d'autres pays européens et des pays du tiers monde (comme l'Iran) : ainsi a été décidée la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium du Tricastin, qui doit briser le monopole russo-américain de production d'uranium enrichi destiné aux centrales. Tel est aussi le sens de la semaine nucléaire européenne qui s'est tenue à Paris du 21 au 26 avril.

Nous, marxistes-léninistes, nous pensons qu'il faut demander l'application de strictes normes de sécurité dans la construction et le fonctionnement de centrales nucléaires ; mais nous refusons de nous laisser entraîner par certains groupes et organisations pour qui l'ennemi principal est l'énergie nucléaire. Pour nous, le danger principal n'est pas l'électronucléaire, mais le danger que représentent les deux superpuissances pour l'indépendance nationale, pour la révolution prolétarienne.

En fait, comme pour le mouvement antimilitariste, le mouvement antinucléaire aboutit à s'appuyer sur certains aspects justes pour cacher le problème principal de l'indépendance nationale, et pour servir objectivement le P«C»F et l'URSS.

Car derrière toute cette campagne qui se préoccupe, nous dit-on, de la santé, de l'environnement du peuple, le P«C»F, adoptant une attitude «dure» en apparence, cherche à prendre la tête du mouvement de protestation pour le mettre au service de sa politique ultraréactionnaire et de soumission au social-impérialisme russe.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris

Long. d'onde en m.

6 h

16 h

17 h

19 h

21 h

22 h

23 h 30

sur 31 et 42 m ;

sur 31, 42 et 215 m ;

sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris

Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30 ..

20 h 30 - 21 h 30 ..

21 h 30 - 22 h 30 ..

22 h 30 - 23 h 30 ..

sur 45,7 ; 42,5 ;

sur 45,7 ; 42,5 ;

sur 42,5 ; 45,7 ;

sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Les immigrés prennent la parole

Ce week-end le premier festival culturel des travailleurs immigrés en France va ouvrir ses portes. De très nombreuses manifestations culturelles (théâtre, cinéma, ballets, etc.) se dérouleront chaque week-end de juin, suscitant de nombreux échanges et de riches débats.

Organisé sous l'égide de la Maison des travailleurs immigrés de Puteaux et la Cimade, cette initiative se donne les objectifs suivants :

« Propager les objectifs de lutte du prolétariat immigré contre l'exploitation capitaliste.

« Soutenir les luttes des travailleurs immigrés pour leurs revendications spécifiques : égalité des droits sociaux, politiques et syndicaux, lutter contre le racisme, contre les circulaires discriminatoires.

LES IMMIGRÉS EN LUTTE

Une trentaine de travailleurs immigrés sont en grève à l'entreprise Sellier, 111, quai du Maréchal Joffre à Courbevoie. Parmi eux une vingtaine d'ouvriers turcs, quelques Portugais, Algériens et Marocains.

L'exploitation qui règne dans cette entreprise de bâtiment est impitoyable : les ouvriers font jusqu'à 260 heures de travail par mois, nombre d'entre eux, embauchés depuis plusieurs années, n'ont pas de carte de sécurité sociale, les bulletins de salaires sont choses inconnues pour tous, enfin plus d'une dizaine de travailleurs se trouvent en situation irrégulière par la faute du patron qui a toujours refusé d'entreprendre les démarches obligatoires pour cela.

Depuis plusieurs mois, prétextant des difficultés financières, l'entreprise ne payait même plus les ouvriers, se contentant de leur octroyer quelques maigres acomptes.

La lutte est engagée pour faire rendre gorge à cet exploitateur.



« Dénoncer les mécanismes impérialistes qui sont sous-jacents à l'immigration des travailleurs des pays pauvres vers les pays riches.

« Appuyer le combat national mené par les peuples opprimés d'où sont originaires les travailleurs immigrés, contre le fascisme, le colonialisme et l'impérialisme.

« Préserver l'identité culturelle et la langue nationale des travailleurs immigrés contre les tentatives d'intégration et d'assimilation développées par les pays d'accueil.

« Consolider les liens d'amitié et de solidarité entre les travailleurs immigrés et les travailleurs français dans le combat commun. »

Il est impossible de reproduire ici l'intégralité de ce programme tant il s'annonce riche. Signalons simplement que chaque week-end sera placé sous un thème central : l'apartheid, la Palestine, le Sahel, l'Indochine, les travailleurs immigrés. Les troupes de théâtre présentes joueront presque toutes dans leur langue d'origine, mais une brochure en trois langues résumant l'intrigue de la pièce permettra à tous d'en suivre facilement l'essentiel.

Le festival se tiendra à Suresnes salle Perronet, rue de Nanterre. Pour vous procurer le programme complet ou tout renseignement complémentaire écrire ou téléphoner à la Maison des travailleurs immigrés 20, rue du Centenaire - 92800 Puteaux - téléphone : 506 08 94.

La vraie nature d'Israël

Le journal « El Moudjahide » a publié récemment le témoignage d'un combattant palestinien sur les tortures qu'il a subies en Israël. Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de ce réquisitoire implacable qui dénonce crûment les crimes barbares commis par les sionistes.

« Abou Mountasser est un homme robuste et bien bâti. Comme tous les commandos, il a la démarche souple. Apparemment, ce fidai, qui inspire un grand respect, ne présente aucun signe extérieur de tortures physiques ou morales. De tels cas, nous les avons connus déjà en Algérie, et nous les croisons chaque jour à la « Place des Martyrs », à la rue Didouche Mourad, dans une mecha des Aurès ou dans les montagnes de Kabylie.

« Sous leurs vêtements se cachent les cicatrices indélébiles de la torture. Celles qu'on n'oublie jamais jusqu'à l'article de la mort... Les « torturés » algériens ressemblent étrangement aux « torturés » palestiniens.

« Abou Mountasser est né à Bir Sebas. Il a rejoint très jeune les rangs de l'organisation. Il a été capturé, blessé, au cours d'un accrochage qui a duré quatre jours dans les confins frontaliers libano-palestiniens. « J'avais cinq balles dans le corps : une à la tête, trois à l'avant-bras et une autre à la jambe. Je fus directement transféré à la maison d'arrêt de Bethléem, avant d'être atrocement torturé à la prison de Sarafand.

« Les commandos sionistes m'avaient capturé le quatrième jour, alors que j'étais blessé depuis le début de la troisième journée de la bataille. A Sarafand, les tortionnaires israéliens brûlaient au fer rouge mes blessures.

« Au début, ils tentèrent d'utiliser les méthodes psychologiques pour me faire parler. Mais cela ne dura pas longtemps. Le cycle de la torture morale et physique commença peu après. Nos corps n'étaient plus que des loques humaines. Nous subîmes tous les types de châtement corporel : la « baïonnette », la « gégé-

ne », la « bouteille » l'arrachage des ongles.

« Certains des détenus ont été « mutilés ». Nous étions enfermés dans des cages d'un demi-mètre carré et moins d'un mètre de hauteur. Nous n'avions pas le droit de demander à sortir aux latrines. Nous ne mangions qu'une ou deux cuillères à soupe... C'est « cages à hommes » dégageaient des odeurs nauséabondes. Elles étaient parsemées de clous. L'atmosphère était empoisonnée. Les premières maladies firent leur apparition : le scorbut rongea nos gencives et les blessures s'infectaient et dégageaient du pus.

« Un matin, à cinq heures, quatre soldats israéliens vinrent me faire sortir de ma cage. Ils me placèrent dans la cour, le dos au mur, et tentèrent de me faire parler en me faisant croire qu'ils allaient m'exécuter...

« Beaucoup de mes camarades furent hospitalisés à la suite de la grève de la faim de 18 jours que nous avions alors déclenchée. Quand les services de renseignement israéliens soupçonnaient l'un d'entre nous d'être membre de l'OLP, ils le tuaient à l'hôpital même. A la prison où j'étais incarcéré, il y avait environ 1 700 prisonniers. Des camions militaires venaient à minuit et « chargeaient » les prisonniers qui s'en allaient plus revenir.

« Comment as-tu fait pour retrouver ta liberté ?

Abou Mountasser : « J'ai été échangé, deux ans après, contre un sergent israélien, par l'intermédiaire de la Croix Rouge. Aujourd'hui, j'ai repris le combat et je suis aux premières lignes : « Chaque balle de l'ennemi qui ne me tue pas, renforce ma détermination et ma foi dans la révolution palestinienne ».

« Moi j'ai cinq balles dans le corps. » conclut en souriant Abou Mountasser. »

L'histoire pour quoi faire ?

Nous avons annoncé dans notre numéro du 22 mai la tenue d'un forum sur l'histoire à l'initiative d'un groupe d'universitaires parisiens.

Largeement suivi par des étudiants et professeurs, mais très peu de travailleurs, ce forum s'est déroulé les 24 et 25 mai avec des résultats inégaux, mais nous n'avons pu en rendre compte en temps voulu faute de place.

Des militants marxistes-léninistes ont participé à plusieurs des commissions réunies, ainsi qu'aux débats faisant suite à la projection de films et documentaires.

Les commissions les plus actives concernèrent les luttes nationales du tiers monde d'une part, la guerre d'Algérie d'autre part.

Au sujet de cette dernière, qui dressa un sévère réquisitoire contre l'attitude des partis socialiste et « communiste », on a pu remarquer que le journal « Le Monde » en a tout simplement censuré et l'existence et l'activité.

Présidée par M. Robert Bonnaud, professeur d'histoire, qui jadis paya de la prison son soutien aux militants du FLN, la commission sur la guerre d'Algérie réunissait des militants d'origine diverse ayant tous adopté une attitude anticolonialiste conséquente. De jeunes Français et Algériens s'intéressèrent vivement aux relations et souvenirs des uns et des autres.

A notre avis, l'une des initiatives les plus réussies du forum fut la présentation du nouveau film de Serge Le Péron « L'Olivier » dont l'objet vise à établir le fait national palestinien.

Projeté en présence du délégué de l'OLP en France, Ezzedine Kallak, ce film obtint un réel succès et fut généralement commenté de manière très favorable. Il constitue en effet un excellent instrument à la disposition de tous ceux qui soutiennent la juste cause du peuple palestinien.

Par contre trois courts métrages de Marc Ferro furent vivement critiqués pour leur contenu anarcho-libertaire, et finalement mystificateur, en particulier sur la guerre 1914-1918 présentée de façon totalement abstraite et seulement terrifiante, ainsi que sur la montée du nazisme en Allemagne. Que restera-t-il de ce forum et de ses intentions positives dans quelques mois ? Il semble bien ne s'être situé, contre l'intention de ses initiateurs, qu'à un niveau universitaire et trop parisien et c'est regrettable.

On peut espérer toutefois que quelques activités constructives le prolongeront à l'initiative d'une ou deux commissions de travail. Celle sur la guerre d'Algérie paraît décidée, par exemple, à un effort destiné à déchirer le silence sur certaines vérités concernant les positions et responsabilités des partis politiques français « de gauche » à cette époque.



MOUVEMENT PAYSAN

à propos de la récente conférence des partis révisionnistes européens

Du 20 mai au 22 mai, s'est tenue à Paris une conférence réunissant la majorité des partis révisionnistes d'Europe occidentale à propos des « questions paysannes ». C'est la première fois qu'une conférence des partis révisionnistes se réunit sur une question aussi particulière. Il y a un peu plus d'un an, à Bruxelles, la conférence des partis révisionnistes européens avait eu pour but d'unifier leur point de vue sur la ligne du grand « parti père » de Moscou, en vue de la conférence mondiale révisionniste préparée par ces derniers.

C'est tout dire de l'importance accordée par le révisionnisme soviétique à la dernière conférence de Paris.

Plusieurs longs articles étaient d'ailleurs publiés dans la presse révisionniste internationale et française. Pas n'importe laquelle d'ailleurs. Si « La Terre », l'organe destiné aux paysans, a eu droit à un entre-filet en tout et pour tout avant la conférence, par contre, dans la « Nouvelle revue internationale » éditée par Moscou, on trouve dans le numéro du mois de mars, un long article de Flavian* intitulé « Lutte paysanne et crise agricole ». Ce même plume devait deux mois plus tard, au début du mois de mai, publier un autre article dans la revue pour cadre du P(C)F, « France nouvelle », intitulé « L'agriculture malade du marché commun ». Le dessin qui illustre cet article, représentant un paysan coulant avec l'Europe unie, est par son contenu anti-européen déjà explicite par lui-même.

Quel est donc le but inavoué de ce regain d'intérêt subit pour les « questions paysannes » ? Car enfin, voilà des années que nos révisionnistes avaient abandonné en parole

et en acte les principes de l'alliance avec les paysans. Ces messieurs parlaient plus volontiers d'alliance avec les « intellectuels », avec les « chrétiens », mais des paysans il n'en était plus question.

L'explication n'est pas difficile. Elle se situe à deux niveaux. Premièrement, la paysannerie sur qui les monopoles occidentaux tentent de faire reposer une bonne partie de leur crise économique et financière, ne se laisse pas faire. Mais au contraire engage de grandes luttes pour maintenir et améliorer ses conditions de vie et de travail, tout en se maintenant à la terre. Pour les révisionnistes, qui ont une influence directe relativement faible, le développement du mouvement spontané de la paysannerie contre le capitalisme est l'occasion de tenter de développer leur propagande internationale sur le plan politique.

Deuxièmement, et c'est ce point qui explique le précédent, les révisionnistes, notamment les sociaux-impérialistes russes, connaissent l'importance spécifique de la paysannerie dans la guerre d'agression qu'ils préparent. D'abord parce que chacun sait l'attachement historique de la paysannerie aux questions nationales et ensuite, par la place géographique des campagnes et donc de la paysannerie dans toute guerre de résistance à une agression.

Voyons tout cela de plus près.

Les divers articles cités plus haut, les déclarations de Marchais lors de la conférence ou la résolution finale de cette dernière reflètent bien les deux points que nous venons de souligner.

Tous suivent le même schéma.

D'abord une longue description ayant rapport à la dégradation des conditions de travail et d'existence de la paysannerie, à l'accélération de l'exode rural. Bref à l'exploitation toujours plus forte de la paysannerie, notamment des petits paysans. Qui ne l'a pas constaté ?

La suite par contre est plus intéressante. Les causes de tout cela : la crise mondiale de l'impérialisme ? Non, tout simplement l'Europe. L'Europe et ses dirigeants bourgeois qui n'en finissent pas de vouloir s'unir. Cela a commencé par le marché commun agricole et voilà que ça empire : Giscard d'Estaing veut l'unité politique, et, cachée derrière, l'unité militaire. Politique qui ne peut « qu'aboutir à la mise en cause de notre souveraineté nationale ». Pourtant le « souci » d'indépendance nationale de nos révisionnistes disparaît bien vite, car après tout, ils ne sont pas contre « la division internationale du travail ». Mais pas n'importe laquelle, pas celle du marché commun : « La tendance à l'abandon des prérogatives nationales au profit d'organismes supranationaux ne peut qu'aggraver la politique de la CEE » et plus loin « c'est dans l'établissement de relations nouvelles — notamment avec les pays socialistes — que pourraient être recherchés les moyens d'une régularisation des échanges agricoles ». Autrement dit, à bas le marché commun, vive le Comecon étendu à toute l'Europe pour le plus grand bien de la superpuissance sociale-impérialiste russe.

Etant donné la place importante de la paysannerie et des zones rurales dans les préparatifs de guerre d'agression du social-impérialisme, il importe pour ce dernier d'intensifier, parmi

ces couches de la population travailleuse de notre pays et des autres pays d'Europe, la propagande sur la détente et la paix. « Les paysans de nos pays qui ont tant souffert de la guerre, veulent passionnément la paix, la détente et la sécurité », « lutter pour la conclusion rapide de la conférence européenne de sécurité et de coopération » ; le but est clair : développer la démagogie auprès des paysans, pour qu'ils fassent pression sur les gouvernements européens dans le but de signer un nouveau Munich.

Les grandes manœuvres politiques des différents partis révisionnistes apparaissent ainsi sous leur véritable jour : utiliser le large mécontentement de la paysannerie travailleuse pour s'opposer à tout prix à l'unité des peuples et pays européens contre les deux superpuissances et plus particulièrement contre le social-impérialisme, pour répandre le rideau de fumée de la détente dans le but de cacher les préparatifs de guerre intensifs des révisionnistes soviétiques.

Après cette conférence, il faut nous attendre à l'intensification de l'activité des révisionnistes dans les campagnes.

Seuls les communistes marxistes-léninistes en resserrant leurs liens avec la masse de la paysannerie travailleuse, sur la base du soutien des luttes immédiates, et de l'appel à la vigilance devant les préparatifs d'agression sociale-impérialiste, pourront s'opposer à la ligne révisionniste développée dans les organisations de masse paysannes où ils s'infiltrèrent.

* J.F. Flavian est collaborateur auprès du Comité central révisionniste sur les questions paysannes.

BAISSE CONTINUE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN FRANCE

La crise de surproduction s'aggrave en France. Selon des statistiques de l'INSEE en date du 21 mai, l'indice de la production industrielle de mars 1975, sans le bâtiment, s'inscrit à 112, (base de 100 en 1970), soit une baisse de 13,2 % par rapport au point le plus haut d'août de l'année dernière et la chute la plus rapide depuis la deuxième guerre mondiale.

Au cours du premier trimestre de cette année, la production de la plupart des secteurs industriels du pays, en particulier celle de l'acier, de l'automobile et du textile, restait en baisse ou en stagnation.

La production de l'acier, qui est la base de l'industrie, déclinait durant tout le premier trimestre, la produc-

tion trimestrielle étant réduite de 14,6 % en comparaison de celle de la même période de l'année dernière. A l'heure actuelle, des entreprises sidérurgiques ont cessé leur production.

L'industrie automobile, qui sombre la première dans la crise, reste toujours sans amélioration. La production de mars dernier est de 21 % inférieure à celle du même mois de l'année dernière. Et les commandes ont subi une diminution de 20 %, comparées à ce qu'elles étaient il y a un an.

Quant au textile, une des plus importantes industries dans l'économie française, la production du premier trimestre de cette année a connu une diminution de presque 20 %

par rapport à la même période de l'année dernière. Les commandes reçues par ce secteur au début de cette année ont enregistré une réduction de 23 à 38 % en comparaison de ce qu'elles étaient il y a un an.

D'autres secteurs industriels tournent aussi au ralenti. Les trois quarts des corporations de l'industrie du bâtiment font face à une crise en raison de la réduction des commandes. La production mensuelle de l'industrie du papier a diminué de 20 % par rapport à la même période de l'année dernière, et la production dans l'industrie de la raffinerie du pétrole est maintenue à peine à 60 % de sa capacité. La décroissance de la production a été aussi enregistrée dans d'autres secteurs dont la chimie, la verrerie, le caoutchouc et le cuir.



IL FAUT CRITIQUER LE JOURNAL !

Des échos encourageants nous viennent sur notre journal ; nos lecteurs soulignent nos progrès ; la diffusion s'élargit.

Et pourtant, devons-nous nous en contenter ? Devons-nous dire « ce n'est pas si mal ! » ?

Nous avons gagné une bataille : sortir un quotidien ; c'est vrai, mais devons-nous nous « reposer sur nos lauriers » ?

Il y a des critiques aussi et elles nous sont extrêmement utiles. Après avoir recueilli les premières critiques des lecteurs et camarades, les rédacteurs du Journal ont mis en évidence quatre défauts et vont s'efforcer de les rectifier.

Premier défaut : trop de citations, de reproductions d'articles d'autres journaux ou d'agences, de tracts publiés tels quels, pas assez de commentaires. Donc premier effort à fournir : réécrire les dépêches, les informations, augmenter les commentaires, dans un style aussi vivant que possible. Autre défaut : des formules toutes faites, des stéréotypes tiennent souvent lieu d'argumentation. Un exemple : on écrit « social-fasciste » à toutes les sauces plutôt que d'expliquer, donner des arguments, expliquer encore le caractère fasciste de la politique et des pratiques des dirigeants révisionnistes. Donc, il nous faut plus de démonstrations, des démonstrations plus convaincantes pour tous ceux qui sont loin de nous et bien moins d'affirmations qui ne sont crues que par les convaincus ! Troisième point : il faut soigner les titres, titres-slogans, titres passe-partout, bien souvent, ils n'indiquent pas de quoi le journal parle, ils n'engagent pas à la lecture. Dernier défaut enfin : vouloir tout dire dans chaque article, ne s'estimer satisfait que lorsque tous les aspects de la ligne des communistes marxistes-léninistes sont rassemblés en paroles dans chaque texte. Notre combat, s'il vise une cible centrale claire, n'en est pas moins complexe et multiforme. Par exemple : conclure par la nécessité de l'indépendance nationale de notre pays à la fin de chaque article, pour chaque lutte, pour chaque fait, n'est-ce pas se payer de mots bien souvent ? En paroles cela est peut-être « très juste » ; en réalité cela permet-il de convaincre nos camarades de travail, de faire comprendre nos points de vue à ceux qui hésitent encore, de mobiliser largement tous ceux qui veulent se battre ? Voilà le fond de la question : il faut expliquer notre point de vue, notre ligne politique, convaincre de nos positions avec le langage de tout le monde. Pour cela, nous devons, nous qui rédigeons le Journal chaque

jour, éliminer les formules toutes faites et les slogans à tout bout de champ, sortir de nos quatre murs, avoir toujours en tête de convaincre les « simples gens ».

Suffit-il de bonne volonté pour y parvenir ? Suffit-il de vouloir améliorer la rédaction du journal pour le réaliser ? Certainement pas. Les critiques, les suggestions, les contributions de tous nos lecteurs, de tous nos camarades diffuseurs nous sont tout à fait nécessaires. Parfois, on entend une suggestion pour améliorer le Journal, un lecteur occasionnel nous fait une remarque, la même critique revient à plusieurs reprises. Mais on en reste là, en pensant... « ce n'est pas mon affaire », « ce n'est pas important », ou bien « du moment que la ligne est juste... » et on espère que d'autres le diront, que d'autres rectifieront.

Le Journal est notre affaire à tous ; tous, nous voulons qu'il s'adresse à de nouveaux ouvriers, à de nouveaux lecteurs, à de nouveaux camarades de combat. Pour cela, nous ne devons pas « en rester là » et nous devons être contents des critiques qui nous font avancer, en tenir le plus grand compte. Nous les appelons.

Pour que notre Journal devienne chaque jour davantage le quotidien de la classe ouvrière et du peuple !

PLUS ENCORE DE CORRESPONDANCES OUVRIÈRES !

Nous recevons de plus en plus d'échos et de nouvelles venus des entreprises. Faute de place, nous ne les publions pas tous. Mais il en faut plus encore ; là aussi, il faut aller de l'avant.

Une grève éclate dans une ville ; nous ne sommes pas sur place, et pourtant, elle vaut qu'on en parle dans le quotidien. Nous pouvons aller trouver les grévistes, obtenir des informations, les transmettre au Journal.

Bien souvent encore, nous avons des ouïères ; nous écrivons au sujet de notre travail local, au sujet de notre entreprise... Qu'importe ce qui se passe à côté ! Sommes-nous déjà si nombreux que parler de nous-mêmes signifie parler des luttes de la classe ouvrière tout entière ? Pour être le Journal de la classe ouvrière et du peuple, notre quotidien

doit être nourri de leurs préoccupations, de leurs soucis et de leurs luttes. Il nous faut plus d'échos ouvriers encore, surtout à ce moment où les luttes se multiplient aux quatre coins du pays.

Une autre chose encore : écrivons si possible tous les articles avec les ouvriers eux-mêmes. Qui mieux qu'eux-mêmes peuvent rendre compte de leurs luttes, de leurs difficultés, de leurs espoirs ? C'est aussi de cette façon que nous sortirons de nos formules toutes faites, de notre « langage de militants », que notre Journal s'enracinera au cœur des larges masses. Certains peuvent s'inquiéter pour la « justesse de la ligne » ; et pourquoi donc ? Craignons-nous que notre point de vue soit « faussé » au contact des travailleurs ? Bien au contraire, il y deviendra une arme plus efficace encore : voilà la condition essentielle pour que ce que nous disons, ce que nous écrivons, acquiert un style simple, vivant, destiné à tous ceux que nous voulons gagner et organiser.

Plus de correspondances ouvrières encore ; c'est un objectif immédiat qu'il nous faut viser.

UNE LETTRE

QUI NOUS ENCOURAGE ...

Parmi les lettres reçues à notre quotidien, l'une d'entre elles nous encourage particulièrement ; nos correspondants ne peuvent momentanément soutenir le Journal financièrement mais leur soutien nous est à tous, rédacteurs, diffuseurs, amis et camarades, tout à fait précieux. La voici :

Chers camarades,
Isolés dans notre ferme, au fond de la campagne, on vient vous dire que recevoir l'Humanité rouge quotidienne est pour nous quelque chose de formidable. On trouvait l'HR mensuel difficile à lire et parfois trop compliqué dans ses analyses. Par contre, l'HR quotidienne, tout en ayant le même contenu est à la portée d'un plus grand nombre de gens n'ayant pas une formation intellectuelle.

Comme nous démarrons dans la ferme, et qu'à deux, nous ne touchons pas l'équivalent d'un SMIG, nous ne pouvons participer au soutien financier. Nous soutiendrons par l'action et les discussions. Dès que nous pourrons, nous enverrons un peu d'argent.
Bon courage.

SOUSCRIPTION

M.J. Soutien H.R.	50,00	Un camarade	50,00
CDHR Lissagaray	400,00	Un secrétaire	210,00
Un ouvrier	44,10	Un éducateur	
Des enseignants	134,55	Un instituteur	
Des ouvriers	3,70	Soutien juillet-août	300,00
Des paysans	20,45	J.P. Soutien quotidien	25,00
R.R. et deux camarades	450,00	Sur un marché	3,00
CDHR Gramsci	100,00	CDHR La Commune	1000,00
CDHR Clara Zetkin	88,00	Contre le révisionnisme	37,00
CDHR Province	125,00	Contre le révisionnisme	300,00
Un postier marxiste-léniniste	100,00	CDHR Norman-Béthune	800,00
Un camarade enseignant	200,00	Souscriptions diverses	793,00
Une camarade	100,00	Deux camarades	60,00
Soutien hebdomadaire M.D.	40,00	CDP	170,00
Au meeting local Paris N.	122,25	CDHR J.P.T.	100,00
CDHR B...	500,00	CDHR Jdanov	50,00
A la manifestation du 1er mai	135,00	Deux ouvriers	20,00
CDHR Audin	310,00	CDHR E. Mopty	117,30
Un imprimeur de chez Cinno		Un travailleur	8,00
Del Ducca	7,00	Une famille sympathisante	125,00
Anonyme	9,85	Bry	6,50
G. Peri N.O.	310,00	CD militant	428,50
Un travailleur immigré		Un ancien conseiller municipal P.C.F.	10,00
Un ouvrier tailleur	140,00	A la librairie	42,75
Une assistance sociale		Supplément à abonnement	5,00
Un secrétaire du Crédit mut.		CDHR P. Semard	294,00
Un ouvrier électricien		CDHR Manouchian	512,00
Un agent de service		CDHR Marty	91,00
CDHR Balagne	67,00	CDHR Politzer	700,00
CDHR G. Moquet	7,00	Un appelé	0,65
CDHR Hapiot	6,50	Souscription bâtiment	1,65
Un métallo chômeur	22,50	Un instituteur	10,00
Souscription de masse		CDHR D.	10,00
sur quatre marchés	32,40	E.M.	25,00
CDHR Clara Zetkin	104,00	CDHR L. Michel	20,00
Des étudiants	50,00	Un sympathisant J.J.	20,00
Un ouvrier	1,00	Soutien au quotidien E.D.	50,00
Un ouvrier	0,50	Y.H. (mai)	80,00
Un délégué CGT	1,00	Pour H.R. quotidien	10,00
CDHR Province	900,00	CDHR Thérèse Pierre	136,25
CDHR Monmousseau	349,00	Collecte dans usine chimique	38,00
CDHR Pottier	5,00	G.J. Soutien au quotidien	50,00
CDHR Cabral	240,00		
CDHR Hoxha	10,00		
CDHR Lénine	70,00		
CDHR Chrisortome	6,50		
CDHR Thérèse Pierre	216,85		
		Total général	99760,77
		le 31/5/75 au matin :	99760,77

bulletin d'abonnement
à **L'Humanité** rouge

PROFITEURS DE TOUTS LES PAYS
NATIONS ET PEUPLES OUVRIERS
UNISSEZ-VOUS !

22 Nos (1 mois) 10 F

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

COMMENT SOUSCRIRE A H.R.

En versant :

— Par mandat ou mandat-lettre adressé à « L'Humanité Rouge »
B.P. 365 75064 Paris Cedex 02

— En timbre-postes (à notre B.P.).

— Par mandat directement versé sur notre C.C.P. (30226-72
La Source).

MANOEUVRES ET VISEES DES REVISIONNISTES SUR L'AUDIO-VISUEL

Chacun sait que l'ORTF n'existe plus. Il a été démantelé en sept sociétés par la bourgeoisie qui préparait cette vaste opération économique et politique depuis près de 5 ans. Cette restructuration capitaliste, effectuée en pleine crise économique, s'est faite sur le dos des 16 000 travailleurs de l'ex-ORTF, qui en supportent aujourd'hui les pires conséquences : dégradation accélérée des conditions de vie et de travail, suppression de fait du droit de grève, insécurité totale de l'emploi.

Chacun sait aussi que les travailleurs de l'ex-ORTF, ont engagé de l'automne à l'hiver dernier, une lutte de grande ampleur contre les licenciements que les révisionnistes du P«C»F ont trahi et saboté de la plus ignoble façon. On se rappelle en particulier, le diktat social-fasciste de la commission exécutive de la CGT, début octobre 74, présidée par Ségué et Krasuki, membres du Bureau politique du parti révisionniste, intimant l'ordre au syndicat CGT de l'ORTF de briser la grève générale qui démarrait fort sous la poussée des travailleurs ! Depuis d'autres preuves flagrantes de cette trahison délibérée ont été accumulées. Notamment le dépôt d'un amendement au projet de loi prévoyant de «bonnes» conventions collectives et abandonnant le statut unique qui est un des éléments permettant l'unité de lutte des 16 000 travailleurs. Ce dépôt a été fait par le groupe parlementaire du P«C»F dès le 23 juillet (bien évidemment sans la moindre consultation des travailleurs concernés). Sachons pour compléter le lot, qu'en septembre de cette même année sous le feu de la bataille, voulant se donner l'allure de défenseurs, et pour ne pas se mettre les travailleurs à dos, ils rédigeaient sans la moindre honte un préavis de grève appelant à défendre le statut unique ! La magouille était de taille !

La surprise a été grande pour beaucoup de travailleurs conservant encore des illusions sur le Programme commun, qui préconisait «une société nationale de radiodiffusion et de télévision française». Ils s'étonnaient de voir le P«C»F, abandonner avec autant de facilité son cheval de bataille des nationalisations. En effet les révisionnistes n'ayant pas gagné les élections présidentielles, ils n'avaient plus tellement d'espoir de faire passer

leur ligne de soumission au social-impérialisme sur les antennes nationalisées, et qu'en fin de compte il valait encore mieux participer à l'écroulement de l'ORTF, pour tirer de nouvelles possibilités dans la privatisation.

Souvenons-nous en août 68, à Prague, le Bureau politique tchécoslovaque réuni dans la nuit, alors que les chars russes envahissaient la Tchécoslovaquie, votait d'une large majorité une condamnation de l'agression russe. Cette déclaration de résistance destinée au peuple tchèque n'a pu être diffusée sur les antennes de la radio d'Etat parce que les éléments vendus au social-impérialisme en avaient déjà pris les commandes.

Aujourd'hui en France, les agents du social-impérialisme jouent sur deux tableaux. D'une part ils s'efforcent de mettre sur pied leur propre émetteur radio et télévision ; d'autre part ils profitent, après avoir participé au démantèlement, que les sept sociétés issues de l'ORTF sont moins puissantes et rivales entre elles pour pratiquer l'infiltration, le noyautage.

Un premier stade dans cette voie, c'est l'entreprise privée UNICITE créée en 1971 par le Comité central du P«C»F. Son premier travail a été d'assurer l'animation audio-visuelle des meetings révisionnistes. Peu à peu elle s'est développée et assure aujourd'hui par vidéo-cassette, la propagation de la ligne révisionniste dans les MJC et les comités d'entreprise (infrastructure de choix, fournie par la courroie de transmission cégétiste). En attendant de passer à un stade supérieur de la télédiffusion par câble, permettant d'arroser des quartiers entiers à partir d'un petit studio relativement peu coûteux.

Une autre forme, c'est l'infiltration dans les sociétés de l'ex-ORTF. Ce n'est pas par hasard qu'on retrouve Lorenzi et Bluval, réalisateurs révisionnistes, dans le brain trust d'Antenne 2, en particulier au comité des programmes. Ce n'est pas non plus un hasard si des co-productions avec Moscou sont prévues pour l'automne 1975. Dans ce domaine le but recherché par les agents du social-impérialisme russe c'est de gangréner idéologiquement et politiquement les travailleurs de notre pays au travers de magazines et de dramatiques démobilisatrices flattant l'individualisme et encourageant la soumission face à l'armée soviétique «libératrice» et puissante, comme elle est apparue récemment au cours d'un reportage.

Telles sont pour l'essentiel les manœuvres et les visées de la cinquième colonne en France dans le domaine de l'audio-visuel.

C'est ainsi qu'opèrent les agents du social-impérialisme russe en France et aussi ailleurs en Europe. Au Portugal les révisionnistes du P«C»P sont à l'œuvre, mais dans le domaine de l'information à la Goebbels, la chose ne leur est pas facile, car ils rencontrent de plus en plus une ferme opposition populaire.

Le peuple portugais qui a combattu le fascisme combat aujourd'hui le social-fascisme. Dans notre pays, notre peuple, classe ouvrière en tête, s'est toujours opposé à une politique de soumission, il l'a montré dans le passé. Pour s'opposer fermement aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances et particulièrement le social-impérialisme russe en Europe, il nous faut exiger une information audio-visuelle correspondant à la situation actuelle, une information mobilisatrice face à une troisième guerre mondiale imminente, une information d'indépendance nationale.

Correspondant H.R. ORTF

Oui aux revendications ouvrières ! Non aux manoeuvres de récupération !

A l'heure actuelle la bourgeoisie veut faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs. Ces derniers ne l'entendent pas de la même oreille et rentrent en lutte pour s'opposer aux licenciements, pour des augmentations de salaires, pour l'amélioration des conditions de travail, pour les libertés démocratiques, etc. Nous participons activement à ces luttes, ces revendications non seulement sont légitimes, mais elles sont vitales, les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la crise. C'est en se plaçant sur cette juste position de classe que nous soutenons sans réserve les travailleurs du «Parisien libéré» dans leur lutte contre les licenciements et les autres grèves (PTT, etc...). Cependant ce n'est pas le seul aspect de la question, car la lutte économique est subordonnée à la lutte politique. Or nous assistons actuellement à une offensive («tous azimuts») des révisionnistes, ces pires ennemis de la classe ouvrière, qui essaient de récupérer ces justes luttes pour leur compte et se faire passer pour les défenseurs de la classe ouvrière. En fait ils sont poussés par la volonté de lutte qui est réelle à la base. Un véritable mécontentement qu'ils veulent exploiter. C'est ainsi que le mercredi 4 juin ils organisent une manifestation, soi-disant pour soutenir les luttes revendicatives. Mais sur quelle base politique ? En fait la couleur est clairement annoncée dans le tract qu'ils diffusent largement à cette occasion. Le seul responsable de tous les maux, d'après leur tract, c'est le gouvernement et le patronat, mais pas le système capitaliste (dont ils se montrent tous les jours d'ardents défenseurs !), ni la volonté des deux superpuissances (USA-URSS) d'exporter leur crise et qui sont les principaux responsables. En somme ils montrent l'arbre pour cacher la forêt. Le gouvernement capitaliste a une lourde responsabilité de la misère, de l'oppression et de la répression contre les travailleurs. Les dirigeants révisionnistes veulent se servir de cette réalité. La bourgeoisie au pouvoir crée effectivement des «difficultés aux journaux d'opinion», mais qui est-ce sinon leurs homologues révisionnistes portugais (soutenus fermement par le P«C»F), qui a empêché la parution du journal socialiste «Republica» ? Qui a poussé également à la loi anti-grève ? Qui, sinon les révisionnistes du P«C»F et de la CGT ont refusé que les postiers s'opposent aux centres de tri parallèles en novembre dernier ? Qui a agressé le piquet de grève à l'usine de Gerlach-Bouzonville ? Qui a agressé les diffuseurs marxistes-léninistes ? Qui a voté les accords sur le chômage permettant ainsi le développement des licenciements, et qui a bradé les 17 licenciements récemment chez Renault contre quelques indemnités ? Qui s'oppose aux comités de grève, aux assemblées générales souveraines et ainsi s'oppose à toute démocratie prolétarienne ? Qui viole les libertés syndicales, en excluant tous ceux qui s'opposent à la ligne révisionniste ? Qui a poussé aux licenciements à Hollenstein, à l'ORTF, etc ?

Dans tous les domaines, les révisionnistes s'opposent aux travailleurs, comme la bourgeoisie, mais l'objectif est différent, puisqu'il s'agit de les démobiliser et de les encadrer afin qu'ils se soumettent pacifiquement lors d'une invasion du social-impérialisme russe, et c'est là le plus grand danger sur lequel il nous faut éveiller la conscience des travailleurs pour qu'ils rejettent complètement et définitivement les manœuvres révisionnistes, comme celles du 4 juin.

Soutien total aux travailleurs en lutte !

Serge LAFORGE

NOUVEAU BUREAU D'ÉDITION
DEUX LIGNES OPPOSÉES DANS LE
MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL
par Filip Kota
en vente aux Herbes sauvages - 70, rue de Belleville
Paris 20e - prix : 12,90 F

ECHOS DES LUTTES

USINES CHAUSSON :

La grève avec occupation se poursuit. A Gennevilliers entre autre, «l'animation culturelle» joue un grand rôle dans la grève. Films, pièces de théâtre, chacune des représentations est l'occasion d'un débat. D'anciens ouvriers de chez Margoline à Nanterre, embauchés depuis chez Chausson, commentent (à partir du film réalisé sur cette grève) l'exploitation éhontée que les ouvriers y subissent.

LES CABLES DE LYON (Clichy)

Les travailleurs occupent l'usine depuis le 26 mai, ils demandent entre autres : une augmentation uniforme de 300 F et une prime de vacances de 1 000 F. Ces jours-ci des grévistes des «Câbles» (trust CGE) sont allés voir les grévistes de Chausson-Gennevilliers, s'apportant ainsi un soutien mutuel.

LA ROCHE-SUR-YON

Aux garages (Renault, Citroën) la grève commencée il y a plus de trois semaines se poursuit, notamment en continuant à faire des réparations gratuites. Une manifestation de solidarité a été organisée le 3 juin.

RACISME

Les paroles et la réalité

Il y a quelques jours, Paul Dijoud, secrétaire d'État chargé des problèmes de l'immigration, animait à Marseille un débat où il déclarait :

« Le problème des immigrés est d'abord un problème humain. Ce qui nous préoccupe, c'est leur vie, leur avenir et l'avenir de leurs enfants (...) Pendant longtemps, l'immigré a été une force de travail à bon marché. Une force mal organisée et peu défendue (...) Aujourd'hui les circonstances ont changé (...) La lutte (doit être) menée sans faiblesse contre toutes les forces d'exploitation et de trafic... ».

Que ce sont là de belles paroles... Mais ce n'est pas la première fois que l'on entend ainsi chanter l'air de la « fraternité ». Et jusque-là, les conditions qui sont faites aux travailleurs immigrés contrastent singulièrement avec les bonnes résolutions prises par la bourgeoisie. Voyons plutôt quelques faits parmi les plus récents.

La semaine dernière, un travailleur arabe, embauché en 1970 comme massicotier à la société Dupré et Cie, a été licencié. Depuis les assassinats de Djellali, de Mohamed Diab, puis au cours de la lutte contre les circulaires Marcellin-Fontanet, ainsi que pendant diverses autres luttes contre le racisme et contre la surexploitation dont sont victimes les travailleurs immigrés, il s'était fait repérer par la police. Depuis avril 1972, les pressions des flics étaient incessantes auprès de son patron. C'est après la dernière de leurs interventions qu'il a décidé de mettre à la porte ce travailleur... « pour raisons économiques » !...

La semaine dernière, un autre licenciement scandaleux. Benamour Ramouni, ouvrier aux ateliers centraux des mines de Billy-Montigny, demandait, depuis 4 ans, un logement aux Houillères. Ce logement lui était dû comme le prouvaient les certificats médicaux en sa possession. Rien. Le 12 mai dernier, Benamour Ramouni, sa femme et ses cinq enfants décident d'occuper une maison des mines à Méricourt-sous-Lens. Il a été mis à pied par l'ingénieur des mines « jusqu'à ce qu'il réintègre son ancien logement ».

Le 30 mai, Roland Malet, directeur du journal « Le combat réunionnais » a été condamné par la 17e chambre correctionnelle du tribunal de Paris à deux amendes de 3 000 F

chacune pour diffamation envers le BUMIDOM. La raison ? Dans deux articles parus en juillet-août 1973 et avril-mai 1974, « Le Combat réunionnais » accusait, preuve à l'appui, le BUMIDOM de faire « commerce de chair humaine pour le profit de quelques capitalistes ». Entre ce « commerce » et le « trafic » dont a parlé Dijoud, il y a une différence de 6 000 F !

Samedi, Me Benachenou a dû porter une seconde plainte pour injures raciales et tentative d'homicide volontaire par provocation suivie d'effort. Il venait de se rendre chez le juge Bernard pour se plaindre de la lenteur de l'instruction de l'affaire du bar « Le Thélème ». On se souvient en effet qu'il y a plusieurs mois, Me Benachenou avait porté une première plainte pour la tentative d'homicide volontaire ainsi que les coups et blessures dont il avait été victime dans ce bar... On se souvient aussi que les auteurs de ces brutalités n'étaient autres que des flics de la brigade antigang...

Le 31 mai également, une fois de plus, un ouvrier algérien a été victime d'un assassinat raciste. Le corps de Moktar Khaoua, 64 ans, a été découvert ce jour-là en bordure de l'Étang de Berre (Bouches-du-Rhône), il était mort par suite de coups portés à la tête par un objet tranchant.

A Valenciennes, un travailleur marocain, Larbi Hilali, a été gravement blessé par le patron d'un café-bar à Varouseu.

La victime a reçu quatre coups d'une barre de fer sur le crâne et a eu l'avant-bras cassé. D'après certaines informations, il aurait été ensuite laissé sur le trottoir par les gendarmes. L'un d'entre eux ramassa les papiers des témoins présents dans le café en leur conseillant de rentrer chez eux sans bouger.

Ce n'est que trois-quarts d'heure plus tard que Larbi Hilali a été conduit à l'hôpital.

Nous pourrions continuer longtemps cette énumération. Il suffit en effet d'aller dans un des cafés de la place Saint-Michel à Paris, pour voir avec quelle brutalité les patrons racistes interdisent aux travailleurs africains et arabes de prendre un verre !

Ces exemples suffisent cependant à montrer l'écart qui existe entre les paroles d'un ministre et la réalité quotidienne.

OSONS NOUS APPUYER SUR LES LARGES MASSES POUR SOUTENIR ET IMPULSER LE JUSTE COMBAT DE L'H.R. QUOTIDIENNE !

Le vendredi 30 mai, les militants marxistes-léninistes qui vendent l'Humanité rouge quotidienne à la gare St-Lazare (cours de Rome de 17h15 à 18h30) ont pris l'initiative de lancer une campagne de souscription, pour les 20 millions avant le 1er juillet. Pour l'Humanité rouge quotidienne sur huit pages en septembre.

Nous étions tous conscients de l'importance que représentait cette action, c'est pourquoi nous l'avons préparée avec particulièrement d'attention, en orientant la souscription vers les masses qui fréquentent la gare et non en la limitant à l'ensemble de nos sympathisants et lecteurs réguliers.

C'est pourquoi nous avons pris les précautions nécessaires pour donner, une semaine à l'avance, à la souscription nos objectifs politiques de manière claire, sans concession. Nous avons préparé des panneaux expliquant la nécessité pour la classe ouvrière et les masses populaires d'avoir leur quotidien de classe face à la trahison des dirigeants révisionnistes de la CGT et du P.C.F. qui veulent lier les mains au peuple français pour mieux pouvoir le livrer à leurs maîtres de Moscou. Nous avons dénoncé la rivalité des deux superpuissances et le danger d'une troisième guerre mondiale, mettant en avant que l'impérialisme le plus dangereux en Europe aujourd'hui, c'est le social-impérialisme russe ; face à cette situation le panneau appelait à la constitution du plus large front uni possible de tous les patriotes et anti-impérialistes sincères.

Le vendredi 30 mai eut lieu la souscription. Un camarade lançait des appels au mégaphone, expliquant la nécessité politique de l'HR quotidienne. Deux autres tenaient le drapeau rouge où nous avons recueilli 50 F. En plus des panneaux muraux,

nous avons placé une banderole dénonçant « les deux superpuissances auteurs de guerre » et de nombreuses affiches précisant notre ligne politique sur l'armée, notre rôle dans les entreprises et des appels à l'abonnement. De nombreux spécimens de l'HR furent distribués aux personnes qui lisaient ces panneaux.

Quelles conclusions devons-nous tirer de cette manifestation ? Était-elle positive ou négative ? Nous avons estimé que son résultat était largement positif.

Nous avons pu toucher un nombre beaucoup plus important de personnes que nous le faisons d'habitude, soit par des spécimens gratuits d'anciens numéros que nous diffusons en plus du quotidien, soit par les panneaux, soit par les discussions, les textes et les slogans lus au mégaphone.

Nous avons estimé que les 50 F de souscription représentaient environ le soutien financier d'une trentaine de personnes, ce qui nous permet de dire qu'à St-Lazare, comme ailleurs, nous bénéficions d'un appui grandissant des masses populaires.

Luttons sans répit sur une ligne politique juste, sans concession envers l'ennemi, et les masses reconnaîtront qui les soutient et qui leur tire dans le dos.

Combattons pour approfondir notre implantation dans les couches populaires, n'hésitons à leur demander leur soutien.

Face à nos ennemis : les bonzes révisionnistes du P.C.F. et leurs maîtres les sociaux-impérialistes de Moscou, seule la lutte paie.

En avant pour le quotidien sur huit pages ! Développons notre action vers les masses ! Vive l'Humanité rouge le quotidien de la classe ouvrière.

Des militants diffuseurs de la gare St-Lazare

LA POLICE RÉPRIME A PARIS DES ÉTUDIANTS SOLIDAIRES DES PEUPLES AFAR ET ISSA

Lundi matin à 10 heures, une quarantaine d'étudiants afars et issas ont investi les locaux de la délégation à Paris de l'ex-Côte française des Somalis, à l'intérieur du secrétariat d'État des TOM-DOM. Pendant tout le temps qu'a duré l'explication, les étudiants ont séquestré, sans leur faire subir le moindre mauvais traitement, l'administrateur de la délégation, sa secrétaire et un militaire qui se trouvait sur les lieux.

Les étudiants ont déclaré qu'ils entendaient ainsi protester « contre la politique de répression des autorités territoriales et métropolitaines et rétablir la vérité sur les récents événements de Djibouti ». Rapidement la police est intervenue pour

obliger les 40 occupants à sortir immédiatement, elle a procédé à la vérification systématique des identités. Et, depuis leur interpellation, on ignore où ont été emmenés ces étudiants !

Les communistes marxistes-léninistes de France dénoncent fermement ce nouvel épisode de la répression colonialiste française à l'encontre des peuples afar et issa. Ils condamnent sans appel les colonialistes qui agissent dans un sens diamétralement opposé au rapprochement sur un pied d'égalité de la France avec les pays du tiers monde.

Ils exigent la libération immédiate des 40 étudiants afars et issas !

NON AUX HABITATIONS AU RABAIS POUR LES TRAVAILLEURS

Que le logement social soit mal en point, c'est vrai depuis des années, mais 1975 a vu une augmentation considérable de l'intérêt des prêts consentis par l'État aux offices HLM.

Cela a deux conséquences : — une baisse considérable de la qualité de la construction, ce qui entraîne une dégradation des conditions de vie : équipements collectifs, hygiène, etc., et un mépris total de la sécu-

rité des travailleurs comme en témoignent des accidents récents ;

— une hausse très importante des loyers et des charges alors que le niveau de vie des travailleurs est grignoté par la vie chère et que nombreux sont les travailleurs à ne plus pouvoir payer leur loyer à cause du chômage.

Cela témoigne de la volonté de la bourgeoisie de faire retomber la crise sur le dos des masses populaires.

« LA JEUNE GARDE ROUGE » de juin va paraître

AU SOMMAIRE : Vive le Congrès constitutif de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France ! — Projet de Manifeste de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France — Projet de Charte de la jeunesse de France — Mai-Juin 68 : Les barricades de la jeunesse — Les jeunes marxistes-léninistes préparent leur congrès — La Conférence nationale de la jeunesse algérienne — Un jeune cheminot parle de l'exploitation capitaliste à la SNCF. Etc.

Passez vos commandes : B.P. 365 — 75064 Paris - Cedex 02 — CCP 30 226 72 - La Source.